

Alain Coquart
Groupe Communiste

Conseil du 17 novembre 2011

**A propos de l'annonce des suppressions
d'emplois chez PSA**

Ce rapport nous propose de consolider la filière automobile en Bretagne, singulièrement ses acteurs organisés autour du site PSA La Janais.

Les élus du groupe communiste ont toujours porté l'exigence que les aides accordées aux entreprises, quelle que soit la forme qu'elles puissent prendre, soient mieux contrôlées, mieux "critérisées", qu'elles soient liées à des objectifs précis en matière d'emploi, de qualité de ceux-ci, de recherche, d'amélioration des conditions de travail et des salaires et de protection de l'environnement.

Ainsi, lorsqu'au Conseil d'agglomération du 22 septembre dernier il a été décidé un dispositif de soutien au véhicule "vert", notre collègue Laëtitia Médard demandait de conditionner les subventions aux collectivités et aux entreprises à l'élaboration d'un Plan de Déplacement Entreprise.

Si je prends la peine de le rappeler, c'est parce qu'il y a une formidable contradiction entre des collectivités et des EPCI comme le notre qui s'investissent dans la recherche et le développement pour l'automobile et une entreprise qui annonce un plan de suppressions d'emplois d'une ampleur rarement atteinte.

PSA veut supprimer 6800 emplois en Europe dont 5000 en France! Cette annonce est un véritable drame, une terrible source d'angoisse pour tous les salariés du groupe et leurs familles.

C'est aussi une très mauvaise nouvelle pour notre pays et son industrie qui n'ont vraiment pas besoin de ça.

C'est encore une très mauvaise nouvelle pour la recherche jusqu'ici épargnée par les plans de licenciement de PSA et qui est cette fois massivement concernée par la future charrette.

La direction du groupe affirme ne pas vouloir délocaliser les cerveaux et parle d'un "électrochoc" visant à "optimiser" la recherche et le développement.

Traduction : elle envisage de licencier ici pour embaucher ailleurs comme en Chine par exemple ou son centre de recherche ouvert en août 2008 à Shanghai s'apprête à passer de 450 à 1000 salariés!

Même si Philippe Varin jure qu'il n'y aura pas de plan social, argument repris en chœur par Eric Besson et Nicolas Sarkozy : personne n'est dupe, certainement pas les salariés et leurs organisations syndicales et c'est de leur côté que nous sommes.

Rien ne justifie une telle décision venant d'un groupe qui détient 11 milliards d'Euros en réserve, si ce n'est d'obscures raisons boursières.

Et s'il faut "décarboner" nos déplacements comme le préconise le rapport, il faut aussi "définanciariser" l'économie et l'actualité nous démontre que c'est urgent.

Les entreprises, et PSA ne fait pas exception, doivent remettre le travail et donc l'emploi au cœur de leurs stratégies.

A cette heure, nous ne connaissons pas précisément l'impact sur l'emploi du site de la Janais, cela sera annoncé pour la réunion du CCE du mois de décembre.

Néanmoins, de source syndicale, au moins 70 salariés de la catégorie "Ingénieurs Cadre et Techniciens" seraient d'ores et déjà concernés.

En l'état actuel des choses, il est difficile de voter ce rapport.

Nous demandons donc son report jusqu'à ce que PSA ait précisé ses intentions pour l'usine de La Janais, dans le cas contraire, nous ne prendrons pas part au vote.